

JEUDI 2 JUILLET 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = **La crise grecque** inquiète Pékin et **menace la stabilité financière de la planète** p.2
- = **Le contrôle des capitaux, une menace qui grandit** (Philippe Herlin) p.5
- = **La société sans cash est une étape de plus vers l'économie totalitaire** (Simone Wapler) p.7
- = **Ces pénuries en série qui nous menacent** (LesEchos.fr) p.11
- = **Selon une étude, la Terre est entrée dans sa sixième extinction animale de masse** p.14
- = **Grèce – L'EUROPE ENTRE DANS UNE CRISE POLITIQUE** (François Leclerc) p.15
- = **Europe – LE VER EST DANS LE FRUIT** (François Leclerc) p.16
- = « **Attenzione... grosseu kanikule** » (Charles Sannat) p.19
- = **Le Monde occidental en mode Panique...** (Patrick Reymond) p.24
- = **Comprendre les risques grandissant du shadow banking !** p.26
- = **Il n'y aura pas de Grexit !** (article des éconoclastes) p.27
- = **Nouvelle génération et économie du partage** (Pierre Sabatier) p.32
- = **GES (gaz à effet de serre), les engagements des différents pays** (Biosphere) p.34
- = **Levée de l'embargo sur l'Iran : faut-il en avoir peur ?** (Aymeric de Villaret) p.36
- = **Standard & Poor's La voix de son Maître !** (Bruno Bertez) p.37
- = **Philippe Béchade : Marchés financiers : " Du risque, du risque, du risque ! "** (vidéo) p.38
- = **Encore une minute, monsieur le bourreau !** (Jean-Marc Vittori) p.39
- = **Ils n'ont plus de limite !** (Robert Gil) p.39
- = **Les pays émergents sont plus solides qu'on ne le croit** (Nouriel Roubini) p.41

LECTURES D'ÉTÉ de PIERO SAN GIORGIO

https://www.youtube.com/watch?v=oPUHOV_wSbw



COMMENT TOUT PEUT S'EFFONDRE

de : Pablo Servigne et Raphael Stevens

Piero San Giorgio :

- ... comment tout VA s'effondrer.
- Un livre un peu « bizounours » (à l'eau de rose), mais les auteurs ont tout compris [c'est mon avis aussi].



TOO MUCH MAGIC

de: James-Howard Kunstler. (traduction française)

Interview de J-H Kunstler par Piero :

<https://www.youtube.com/watch?v=4WeAIBm8uK8>

[Je n'aime pas la première partie de ce livre, mais il demeure excellent.]

La crise grecque inquiète Pékin et menace la stabilité financière de la planète

Blog de la résistance 01 juillet 2015



JUean-Claude Juncker, Li Keqiang et Donald Tusk. [European Commission]

« La crise grecque inquiète Pékin et menace la stabilité financière de la planète », a déclaré le Premier ministre chinois, Li Keqiang, le 29 juin. Et pourtant le marché ne semble pas considérer la Grèce comme un risque systémique (ce que je pense que c'est) .

A l'annonce du référendum par TSIPRAS c'était ahurissant , l'Euro a à peine bougé, l'or idem . Les marchés action et obligataire ont tout juste moufté Z .

== ==

La Grèce a fait défaut sur sa dette vis-à-vis du FMI

Agence Belga , publié le 01 juillet 2015 à 00h51

(Belga) La Grèce a fait défaut mardi sur sa dette vis-à-vis du Fonds monétaire international en n'honorant pas un remboursement de 1,5 milliard d'euros qui lui était dû mardi, a annoncé l'institution de Washington.

Athènes devient ainsi le premier pays développé à accumuler des arriérés de paiement vis-à-vis du FMI et n'a désormais plus accès aux ressources financières de l'institution qui, de son côté, essuie le plus grand défaut de son histoire.

La Chine a promis de ne pas se défaire de sa dette dans la zone euro, afin

de calmer le vent de panique qui souffle sur les marchés financiers. La crise de la dette grecque est aussi un problème pour Pékin, a assuré le Premier ministre.

« Même si la Grèce est un problème interne à l'UE, c'est aussi un sujet qui concerne la Chine. Parce que la Chine est un important partenaire commercial de l'UE, mais aussi parce que la crise influence la stabilité du système financier et la relance économique », a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse à l'issue du sommet UE-Chine à Bruxelles.

« La Chine est un réel ami de l'Union européenne et a toujours soutenu l'intégration européenne. Nous voulons voir l'UE prospérer, voir l'Europe unie et forte. Nous voulons que la Grèce reste dans la zone euro », a ajouté Li Keqiang, qui exhorte les créanciers à retourner à la table des négociations et à parvenir à un accord le plus rapidement possible.

« La Chine est prête à jouer un rôle constructif et à aider la Grèce à surmonter la crise », a-t-il déclaré, réitérant l'engagement de Pékin d'assister Athènes. La Chine, qui détient près de 3,5 mille milliards d'euros de réserves de change, n'a pas révélé son exposition à la dette grecque. Li Keqiang a rappelé que Pékin avait soutenu la Grèce sans hésitation dans le passé et continuerait à le faire.

L'UE est le plus important partenaire commercial de la Chine. En 2014, le commerce bilatéral entre les deux blocs a atteint 467 milliards d'euros. Une crise économique dans l'UE, et tout particulièrement une zone euro en difficulté, serait un désastre pour l'économie chinoise, qui montre déjà des signes d'essoufflement.

>> Lire : [L'accord d'investissement UE-Chine devrait être conclu rapidement](#)

De l'argent pour le plan Juncker

Li Keqiang a annoncé que la Chine était prête à participer au plan d'investissement de 315 milliards d'euros lancé par la Commission Juncker. Un geste qui entend assurer la cordialité des relations entre la Chine et l'UE, qui ont quelque peu souffert des enquêtes de Bruxelles sur le dumping des panneaux solaires chinois et les possibles aides d'États obtenues par les deux plus grandes entreprises de télécommunication de l'empire du Milieu, Huawei et ZTE.

Pékin n'a pas encore précisé la somme, mais le Premier ministre assure

qu'elle sera généreuse. « J'espère que vous avez de l'appétit », a-t-il lancé à Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, pendant le sommet commercial UE-Chine.

« La Chine a de vastes réserves en devises », a-t-il ajouté, suggérant également la création d'un fonds d'investissement commun UE-Chine. Ces promesses suivent la décision des gouvernements européens de se joindre à la Banque d'investissement d'infrastructure asiatique (AIIB), dirigée par la Chine, malgré l'opposition tacite de Washington.

« L'Europe envisage sérieusement l'opportunité de renforcer ses liens avec la Chine », a déclaré Jyrki Katainen, vice-président de la Commission et commissaire à l'emploi, à la croissance, à l'investissement et à la compétitivité, qui doit se rendre à Pékin en septembre. « Il existe un potentiel inexploité que nous pourrions utiliser à l'avenir. »

L'intention de la Chine de participer au Plan Juncker est très liée à sa volonté d'impliquer l'UE dans son projet de la ceinture de la route de la soie.

>> Lire : [L'économiste Jeremy Rifkin juge le plan Juncker insuffisant](#)

« La Chine multiplie les politiques visionnaires » estime Sam Walsh, PDG de Rio Tinto, en référence à la ceinture économique de la route de la soie et à la route de la soie maritime du 21^e siècle, dont l'objectif est d'améliorer les connections terrestres et maritimes entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique.

« La coordination de ces deux projets pourrait stimuler la croissance économique en Europe grâce à une meilleure connectivité et étendre le marché unique européen à un marché eurasiatique plus intégré », explique les analystes du service de recherche du Parlement européen.

Lors du sommet de lundi, l'UE et la Chine ont accepté d'améliorer les connexions de leurs infrastructures et d'établir une nouvelle plateforme de connectivité pour développer des synergies entre leurs projets à long terme respectifs.

« Cela nous permettra de joindre nos forces, d'unir les compétences et l'énergie de nos entreprises pour créer des infrastructures de grande qualité, stimuler l'emploi en Europe, en Chine et en Asie et construire des ponts entre nos deux continents, en suivant l'ancienne route de la soie », s'est félicité Jean-Claude Juncker.

Les négociations de l'accord d'investissement bilatéral

Dans le même temps, les discussions sur l'accord d'investissement bilatéral avancent et les deux parties entendent accélérer le processus, afin de réaliser des progrès concrets d'ici la fin de l'année.

L'idée de libéraliser mutuellement l'investissement en éliminant les restrictions auxquelles sont confrontés les investisseurs étrangers et de fournir un cadre légal adéquat est née il y a trois ans. Jusqu'ici, six cycles de négociations ont tenté d'aplanir les différences de 27 traités d'investissement bilatéraux en vigueur entre la Chine et les différents États membres.

Une rencontre de chefs d'entreprise à Bruxelles a cependant souligné les nombreuses difficultés que rencontrent encore les entreprises européennes en Chine, telles que le transfert de technologie obligatoire, les exigences de partenariat avec des sociétés locales, une notion toute relative de la propriété intellectuelle, la contrefaçon, ou encore les incertitudes entourant la protection légale.

Le traitement préférentiel des entreprises d'États et les subventions restent les soucis les plus importants. La Chine tente de mettre en place des réformes structurelles de taille, censée faire de cette économie dominée par l'exportation une économie fondée sur le potentiel du marché intérieur, mais ce processus est lent.

« Les entreprises européennes peuvent participer à ce processus de transformation, et même l'accélérer en apportant à la Chine un savoir-faire et une technologie de pointe. Pour que cela aboutissent, la Chine devra toutefois mettre en place un cadre réglementaire transparent, fiable et non-discriminatoire », souligne Emma Marcegaglia, présidente de BusinessEurope.

Elle souligne que les contrats publics sont nombreux, et exhorte la Chine à se joindre à l'accord de l'OMC sur les marchés publics le plus rapidement possible. La Chine assurera la présidence du G20 en 2016.

[Le contrôle des capitaux, une menace qui grandit](#)

Philippe Herlin Publié le 2 juil. 2015

"[Bientôt un contrôle des capitaux en Grèce ?](#)" titrions-nous il y a deux semaines. Le pari n'était pas difficile à remporter vu la dégradation des relations entre l'Union Européenne et Athènes. Mais on ne manquera pas de

noter la rapidité avec laquelle cette disposition a été mise en œuvre : dans un pays où le cadastre est inexistant, l'administration fiscale impuissante et la corruption coutumière, le contrôle des capitaux a été mis en place avec une redoutable efficacité. Du jour au lendemain, il devient impossible d'effectuer un virement à l'étranger ou de retirer plus qu'une certaine somme aux distributeurs. Evidemment, ce sont les banques et leur réseau informatique qui gèrent cela, et comme elles sont fermées, personne ne peut tenter sa chance au guichet.

Voici donc le deuxième pays de la zone euro qui met en place un tel dispositif, après Chypre, pour lequel ce contrôle a duré deux ans. Lorsqu'il l'annonce, le gouvernement jure qu'il sera provisoire, mais le temps de relever (à peu près) le système bancaire dépasse les quelques semaines ou mois promis. Quel que soit l'avenir de la Grèce, avec l'euro ou la drachme, il ne faut pas espérer une levée rapide des restrictions, même si elles peuvent être assouplies avec le temps.

Cela montre à quel point il un épargnant peut se retrouver à la merci d'un Etat incapable de gérer sa dette ou de surveiller un minimum son secteur bancaire. Après tout, en quoi est-il responsable de la mauvaise gestion des comptes publics ou des grandes banques de son pays ? C'est son argent, qu'il a gagné et économisé toute sa vie, mais désormais le Grec moyen ne peut plus en retirer que 60 euros par jour. Et si Athènes passe à la drachme, son capital aura fondu de l'ordre de la moitié. Après le Chypriote et le Grec, demain l'Espagnol, l'Italien ou le Français ?

Personne n'est à l'abri d'autant que le contrôle des capitaux est tout à fait prévu dans le Traité de l'Union Européenne : la libre circulation des capitaux représente la règle, mais celle-ci comporte des [exceptions dument notées](#). On y parle de "mesures de sauvegarde temporaires dans des circonstances exceptionnelles" lorsque les mouvements de capitaux "causent ou menacent de causer des difficultés graves pour le fonctionnement de l'Union économique et monétaire", ce qui offre une interprétation très large...

Se retrouver coincé avec son épargne, dans l'impossibilité d'en user à sa guise, avec la menace d'une ponction (au-dessus de 100.000 euros pour tous les Chypriotes) ou d'une conversion en une monnaie dévaluée (la drachme pour les Grecs ?), voici un risque qui s'accroît pour l'épargnant européen. Ceux qui disposent d'un vrai pouvoir de négociation peuvent s'en tirer : les

footballeurs étrangers du championnat grec renégocient en ce moment leur contrat pour être payés quoi qu'il arrive en euros et sur un compte à l'étranger. Le pain et les jeux sont trop importants pour un gouvernement, surtout lorsqu'il se retrouve en difficulté, ces sportifs obtiendront satisfaction. L'épargnant de base, lui, n'a rien à espérer, il découvrira les faiblesses de l'argent-papier - non, pire - de l'argent électronique, simple ligne de chiffres dans une base de données.

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que « www.GoldBroker.fr/ tous droits réservés » est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

La société sans cash est une étape de plus vers l'économie totalitaire

02 juil 2015 | [Simone Wapler](#) | [La Chronique Agora](#)

Comme à l'habitude, la décision de fermer les banques en Grèce a été prise durant le week-end.

Au début de 2013, les dépôts dans les banques grecques atteignaient 220 milliards d'euros. A la fin avril 2015, ils n'étaient plus que de 175 milliards. Pendant ce temps, le *cash* gonflait les matelas pour atteindre 46 milliards, comme à la glorieuse époque de 2012.



Qu'on fait les Grecs les plus endormis, ceux qui avaient oublié de retirer leur argent durant les laborieux pourparlers ? Ils ont fait la queue devant les distributeurs automatiques dès le samedi matin, tout au moins les Grecs qui

possèdent une carte de retrait. Le 27 juin, la plupart des distributeurs étaient vides et le dimanche 28 juin, le *cash* devenait inaccessible si l'on en croit les nombreux messages avec photos postées sur Twitter.



Les Grecs ont besoin d'espèces puisque les banques seront fermées durant plus d'une semaine. Il faut du *cash* pour se nourrir, pour faire un plein d'essence, pour assurer ses dépenses courantes.

Comment feriez-vous dans de telles circonstances en supposant que le cash n'existe plus ?

Question : comment feriez-vous dans de telles circonstances en supposant que le *cash* n'existe plus ?

Cette question est loin d'être saugrenue ou purement théorique car, insidieusement, l'*establishment* politico-financier met en place sous notre nez cette société sans

cash.

Donc, comment vous débrouillez-vous quand aucun système de paiement ne subsiste ?

Dans une petite société, une île ou une campagne, le troc se met en place. Les gens se connaissent depuis des années et la fraternité et l'entraide jouent. Dans une société urbaine, dépendante de circuits de distribution sophistiqués, où l'anonymat est souvent la règle, la vie courante va vite devenir très compliquée ; c'est un euphémisme...

Mais instaurer une société sans *cash* fait rêver les banques et les étatistes.

- La société sans *cash* permet aux banques d'éviter toute menace de *bank-run*, de retrait massif des dépôts. Dans le système de réserves fractionnaires dans lequel nous vivons, les banques sont incapables de rembourser tous les dépôts simultanément et encore plus incapables de les rembourser en *cash*.
- La société sans *cash* permet à un Etat de contrôler toutes les transactions, même les plus anodines comme l'achat de confiseries par un enfant.

La société sans cash sera notre cauchemar car elle nous fait dériver vers une économie totalitaire contrôlée par les banques et l'administration

La société sans *cash* sera notre cauchemar car elle nous fait dériver vers une économie totalitaire contrôlée par les banques et l'administration.

La menace du *bank run* est le seul pouvoir de contrôle que nous, citoyens, puissions avoir sur les banques.

Nous pouvons mettre un fonctionnaire derrière chaque employé de banque, des milliers de régulateurs payés par nos impôts pour élaborer des *stress-tests*, à quoi cela sert-il si c'est pour "sauver" avec l'argent du contribuable des monstres trop gros pour faire faillite ?

Quant à l'administration, quel formidable pouvoir qu'un fonctionnaire habilité puisse, par clavier interposé, vous couper de votre argent !

Evidemment, les étatistes plaident que c'est merveilleux puisqu'ainsi nul ne peut échapper à l'impôt. Le système est étanche et donc totalitaire. Car l'impôt librement débattu et voté par une Assemblée légitimement élue est une chose mais la taxation arbitraire pour satisfaire tel ou tel lobby est tout autre chose.

Observez bien ce qui se passe en Grèce. Dites-vous que, lorsque la France

sera dans la même situation, vous n'aurez peut-être même pas la chance de pouvoir survivre en espèces si vous avez laissé mettre en place la société sans *cash* promue par les étatistes et le lobby bancaire.

Ne pensez pas que notre pays soit financièrement dans une situation beaucoup plus saine que celle de la Grèce. Notre balance commerciale est négative, nous importons plus que nous exportons depuis plus de 10 ans ; notre dette publique pulvérise record sur record ; nos déficits servent à financer notre politique sociale. Au premier trimestre 2015, notre dette publique a augmenté de 51,6 milliards d'euros, dont 15,8 milliards d'euros pour les administrations de sécurité sociale...

Maintenant un peu d'arithmétique :

Une information cruciale figure (de façon erronée) dans *Le Figaro* du 1er juillet : les calculs de l'Agence France Trésor (les énarques, inspecteurs des finances qui casent notre dette) sur l'effet de la montée des taux d'intérêt sur la charge de notre dette.

Une hausse de 100 points (100 points = 1% donc si le taux était de 2%, il passe à 3%) de tous les taux entraînerait :

- 2,4 milliards d'euros de charges d'intérêts supplémentaires en 2015
- 5,3 milliards d'euros en 2016
- 7,4 milliards d'euros en 2017
- ...

En 2014,

- L'impôt sur le revenu rapportait 74 milliards d'euros
- L'impôt sur les sociétés rapportait 39 milliards d'euros
- La TVA rapportait 139 milliards d'euros
- **Le service de la dette (le paiement des intérêts puisque nous ne remboursons jamais mais que nous empruntons à nouveau pour rembourser ce qui vient à échéance) se montait à 46,65 milliards d'euros**

Si au lieu d'emprunter en moyenne à 2%, la France emprunte en moyenne à 3%, **presque la moitié de la recette de la TVA ou presque la totalité de l'impôt sur le revenu passera dans le paiement de supplément d'intérêts.**

Donc il va falloir augmenter tous les impôts et passer en mode confiscation

pour affronter la hausse des taux ; c'est chose aisée dans une société sans *cash*. Si vous voulez résister, vous pouvez signer notre pétition contre cette société sans *cash* qui se profile.

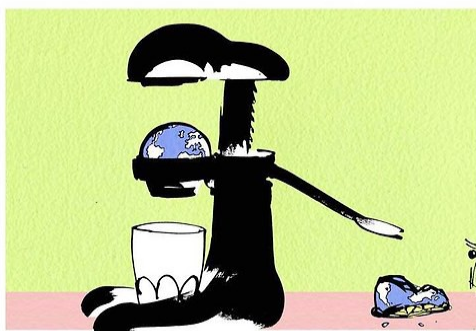
La deuxième solution consisterait à faire faillite, vite et proprement (pas comme la Grèce), tant qu'il nous reste suffisamment d'argent et d'énergie pour rebondir et effacer un demi-siècle de désastreuse gestion étatique

La deuxième solution consisterait à faire faillite, vite et proprement (pas comme la Grèce), tant qu'il nous reste suffisamment d'argent et d'énergie pour rebondir et effacer un demi-siècle de désastreuse gestion étatique.

J'avoue que je préférerais la seconde solution. Mais compte-tenu de la prépondérance des étatistes de tous bords dans ce pays, dont 70% de l'économie tourne avec le secteur public, il ne faut pas trop compter là-dessus.

Ces pénuries en série qui nous menacent

Muryel Jacque / LesEchos.fr | Le 01/07 / 2015



Après les Mayas du Yucatan, les anciens habitants de l'île de Pâques, les Vikings du Groenland ou les Khmers d'Angkor, pourrions-nous à notre tour disparaître à force de déboiser, d'exploiter les sols et, surtout, de puiser dans les ressources naturelles non renouvelables ?

Muryel Jacque Journaliste au service Marchés des « Echos »

Certains chiffres donnent le tournis. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le nombre d'habitants a été multiplié par près de trois sur la planète. Dans ce laps de temps, davantage de ressources ont été consommées qu'entre l'apparition de l'homme sur la Terre et 1945. Et les choses se sont récemment accélérées de façon vertigineuse. En 1990, le monde avait besoin de moins de 43 millions de tonnes de métaux pour tourner ; en 2012, il lui en fallait 91 millions, d'après la Banque mondiale. La Chine y est pour

beaucoup, dont la part est passée de 4 % à 45 %.

A ce rythme-là, notre civilisation risque tout bonnement de s'effondrer de notre vivant. C'est la thèse avancée par deux chercheurs, Pablo Servigne et Raphaël Stevens, l'un ingénieur agronome, l'autre éco-conseiller, dans leur essai « Comment tout peut s'effondrer », paru au printemps. Ces « collapsologues », comme ils se définissent eux-mêmes, sont catégoriques : aujourd'hui, « *si on retire le pétrole, le gaz et le charbon, il ne reste plus grand-chose de notre civilisation thermo-industrielle. Presque tout ce que nous connaissons en dépend : les transports, la nourriture, les vêtements, le chauffage, etc.* » Or, selon eux, nous arrivons à un pic de production d'énergie, et les principaux minerais et métaux prennent le même chemin.

Le fameux « peak oil » est pourtant moins en vogue depuis le boom du pétrole de schiste aux Etats-Unis. Mais celui-ci ne changera pas la donne à l'échelle humaine : l'Agence internationale de l'énergie l'annonce en déclin d'ici à quinze ans. De toute façon, la vraie question n'est pas de savoir quelle quantité d'or noir il reste sous nos pieds, mais à quel prix nous sommes prêts à l'extraire. L'opération devient en effet de plus en plus chère car plus complexe : on va chercher la matière toujours plus en profondeur, on explore les sables bitumineux et jusqu'à l'Arctique. Le pétrole saoudien coûte moins de 20 dollars à extraire, le schiste américain entre 60 et 80 dollars, et celui qui proviendra bientôt du Kazakhstan atteindra 125 dollars le baril. Le problème ? Au-delà d'un certain prix, situé entre 120 et 150 dollars au maximum, la demande flanche. « *Il y a 40 ans, on disait qu'il restait 40 ans de pétrole. On nous dit toujours la même chose aujourd'hui. La différence ? Il y a 40 ans, il s'agissait de 40 ans de pétrole à 10 dollars, désormais, il s'agit de 40 ans de pétrole à 100 dollars, et dans 40 ans, 40 ans de pétrole à 1.000 dollars. Mais nous n'aurons certainement pas les moyens d'aller le chercher* », indique Nicolas Meilhan, ingénieur-conseil chez Frost & Sullivan. Même si le plafond physique n'est pas atteint, le plafond économique, certes variable en fonction des progrès techniques, s'avère, lui, bien réel.

La fin de l'exploitation « bon marché » des gisements pétroliers se rapproche donc. Il en est de même pour de nombreux métaux, avec, pour certains d'entre eux, des risques de pénurie d'ici à une quinzaine d'années. Car hormis l'aluminium et le fer qui sont des minerais abondants dans la croûte terrestre,

les grands métaux industriels comme le cuivre, le zinc et le nickel, les métaux spéciaux comme le tantale ou le tungstène, ou encore les métaux précieux sont de moins en moins faciles à sortir de terre techniquement et économiquement. « *Les géologues vous diront qu'il n'y a pas de problème de ressources. En réalité, il faut tenir compte de l'interaction entre énergie et métaux* », soulève Philippe Bihouix, ingénieur spécialiste des métaux, auteur de « L'Age des low tech ». Pour récupérer 1 tonne de cuivre aujourd'hui, il faut fouiller 125 tonnes de roche, alors qu'il y a un siècle il suffisait de remuer 50 tonnes. En Afrique du Sud, les mines d'or peuvent descendre à près de 4 kilomètres de profondeur. Désormais, près de 10 % de l'énergie primaire mondiale est consacrée à raffiner les métaux, d'après le spécialiste. L'énergie, elle-même moins accessible, nécessite davantage de métaux : 5 % de l'acier mondial est utilisé uniquement dans le secteur du pétrole et du gaz. Les énergies renouvelables sont elles aussi « métalivores », tout comme les objets connectés ou les voitures électriques dans lesquelles on trouve trois fois plus de cuivre que dans les voitures diesels.

Evidemment, certains métaux peuvent être substitués avec succès. La crise des terres rares provoquée en 2010 par la chute des exportations chinoises a poussé les entreprises utilisatrices du monde entier à trouver des solutions alternatives. Le constructeur automobile Renault a ainsi tout mis en oeuvre pour réduire sa consommation de terres rares de 65 % entre 2012 et 2016. Les métaux ne sont toutefois pas tous substituables, l'étain notamment n'a, pour l'heure, aucun remplaçant.

Le recyclage a également de beaux jours devant lui. A part pour des métaux tels que le cuivre et le plomb, les taux actuels de recyclage sont encore très bas. Les terres rares sont recyclées à moins de 1 %. Mais recycler à 100 % ne sera jamais possible. Des économies s'imposent donc. Certains prônent la sobriété, d'autres la décroissance, le retour au local, d'autres encore la régulation des naissances. Dans l'histoire, des crises graves ont permis des changements de consommation radicaux. Ainsi, l'énorme brouillard de pollution au charbon qui étouffa Londres fin 1952 et tua des milliers de personnes a poussé la Grande-Bretagne à adopter une loi révolutionnaire sur la qualité de l'air. Après le choc pétrolier de 1973, le monde entier a privilégié d'autres façons de produire de l'électricité. En 2011, après le désastre de

Fukushima, le pays, subitement privé d'énergie nucléaire, a pris des mesures d'économies sans précédent et incité sa population à bouleverser ses habitudes de vie. Mais en dehors de ce genre de crises majeures, les sociétés évoluent très lentement. Restera alors peut-être à exploiter l'espace car on y trouve des quantités infinies de minerais et de métaux. L'exploration a déjà débuté.

Selon une étude, la Terre est entrée dans sa sixième extinction animale de masse

par Arnaud Lefebvre · 01 juil. 2015 Express.be



En 2014, Elizabeth Kolbert, experte du changement climatique pour la revue américaine The New Yorker, avait prévenu que la Terre se dirigeait tout droit vers une sixième extinction massive d'espèces animales.

Selon une nouvelle étude publiée par la revue Science Advances le mois dernier, notre planète est entrée « sans aucun doute » dans sa sixième extinction animale de masse. La Terre a connu cinq extinctions animales de masse précédentes et depuis la dernière, ayant eu lieu il y a 66 millions avec la disparition des dinosaures, les espèces de vertébrés disparaissent 114 fois plus vite qu'auparavant, ont constaté des scientifiques des universités de Mexico, de

Stanford, de Berkeley et de Princeton.

Selon cette étude, le nombre d'espèces qui se sont éteintes au cours des 100 dernières auraient normalement pris 11.400 années pour disparaître si les taux d'extinction avaient été normaux, c'est-à-dire sans l'influence de l'activité humaine, [explique Live Science](#). Une partie importante de cette sixième extinction animale de masse se doit aux activités humaines qui engendrent de la pollution, la perte d'habitat, la déforestation, l'introduction d'espèces envahissantes et l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone responsables du changement climatique et de l'acidification des océans, estiment les chercheurs.

Pour calculer le taux d'extinction moderne, les scientifiques ont utilisé les données de l'UICN, l'Union internationale pour la conservation de la nature, principale ONG mondiale qui se consacre à la cause de la conservation de la nature et des espèces. Selon le taux naturel d'extinction, seules neuf espèces de vertébrés devraient avoir disparu depuis 1900, ont constaté les auteurs. Cependant, en utilisant le taux d'extinction moderne qualifié de « modeste », les chercheurs ont montré que 468 espèces de vertébrés ont disparu pendant cette même période, dont 69 espèces de mammifères, 80 espèces d'oiseaux, 24 espèces de reptiles, 146 espèces d'amphibiens et 158 espèces de poissons.

Selon le directeur de cette étude, le professeur Georges Ceballos de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM), invité par l'Université de Princeton, [cité par Courrier International](#), la vitesse à laquelle disparaissent les espèces est sans précédent dans l'histoire de l'humanité et hautement inhabituelle dans l'histoire de notre planète. « L'étude montre que nous entrons actuellement sans aucun doute dans le sixième plus grand événement d'extinction animale de masse », a déclaré Paul Ehrlich de l'Université de Stanford.

A ce rythme, une partie importante de la biodiversité sera perdue dans deux ou trois générations humaines et cela peut prendre des millions d'années pour la récupérer et repeupler la Terre, a encore expliqué Ceballos.

Grèce – L'EUROPE ENTRE DANS UNE CRISE POLITIQUE

par François Leclerc Blog de Paul Jorion 1 juillet 2015

François Hollande déclare que « l'accord c'est tout de suite », tandis que Wolfgang Schäuble considère qu'il n'y a « aucune base sérieuse pour négocier » et qu'Angela Merkel ajoute qu'elle ne veut pas « d'un compromis à tout prix ». Le front des créanciers européens a éclaté, les apparences ne

peuvent plus être sauvées.

Jeroen Dijsslebloem a conclu à propos des nouvelles demandes grecques que « nous ne pourrons nous en occuper sérieusement qu'après le week-end », endossant la position allemande, prévoyant de nouvelles négociations pouvant durer des semaines. Il se dit déjà à Bruxelles que les conditions liées à un nouveau plan d'aide de deux ans devraient être « plus consistantes » que celles qui viennent d'être finalement acceptées par Alexis Tsipras. Au nom de ses croyances, ivre de son pouvoir, le Moloch n'est jamais rassasié n'ayant pas d'autre objectif que de faire tomber le gouvernement Syriza, quel qu'en soit le prix à payer pour les Grecs. Les masques sont tombés, il n'y a derrière cette position aucune rationalité économique possible.

Les divergences avec le FMI étaient de notoriété publique, il faut désormais y ajouter celle qui oppose les gouvernements allemand et français. Ils vont avoir de quoi discuter. Dans l'immédiat, Angela Merkel a ruiné les espoirs de ceux qui pensaient pouvoir faire pencher la balance en faveur du « oui », ou même obtenir la suspension du référendum, avec comme objectif d'entraîner les autres à sa suite afin d'imposer sa politique.

Après avoir tenté d'obtenir l'annulation du référendum, les plus hautes autorités ont joué la victoire du « oui ». Celle-ci se révélant peu probable et le gouvernement grec se déclarant prêt à signer un accord sur des bases proches de leurs exigences, il ne reste plus aux dirigeants allemands qu'à jouer la politique du pire. En se démarquant publiquement de celle-ci, François Hollande a signifié qu'il y avait des limites qu'il ne voulait pas franchir. Il a fallu plus de quatre mois à Syriza pour l'obtenir. Alexis Tsipras a depuis déclaré à la télévision grecque qu'il maintenait le référendum et sa consigne de vote, toujours prêt à reprendre ensuite les négociations.

Europe – LE VER EST DANS LE FRUIT

par François Leclerc 2 juillet 2015

Les dés sont jetés, l'Eurogroupe a remis toute nouvelle négociation aux lendemains du référendum de dimanche prochain, et François Hollande en est pour une mise en demeure sans effet immédiat. Le « non » tient la corde dans les sondages, mais même un retour du « oui » ne changera pas la donne. Ce n'est plus le sort de la Grèce qui est en question, mais celui de l'Europe. Les gouvernements allemand et français ont divergé publiquement, François Hollande ne pouvant plus biaiser.

Quel que soit le résultat du référendum, comment la Grèce pourra-t-elle rester dans la zone euro, à moins d'un nouveau coup de théâtre ? En cas de victoire du « non », on ne voit pas comment un troisième *plan de sauvetage* pourra être adopté, assorti comme annoncé de conditionnalités plus rudes que celles qui viennent de susciter un si long affrontement. Si le « oui » l'emporte, quel interlocuteur gouvernemental grec appuyé sur quelle majorité parlementaire pourra le négocier avant le 20 juillet, échéance du remboursement de la BCE ? Ce n'est pas tout que le gouvernement actuel démissionne, comme Yanis Varoufakis en envisage ce matin l'éventualité, peaufinant l'image d'une équipe respectueuse de la démocratie. Comment la BCE pourra-t-elle par ailleurs justifier le maintien de son soutien des banques grecques en cas de défaut ? Le processus de la sortie de la Grèce de la zone euro deviendra irrésistible. Tout ceci est extrêmement scabreux.

Il est trop rapidement conclu que le gouvernement allemand a fait le pari du « oui ». En réalité, Angela Merkel, qui ne peut ignorer la situation qui en résulterait, s'est finalement résolue à la sortie de la Grèce de l'euro. En s'y opposant, François Hollande renverse la vapeur très tardivement. Après avoir fait donner le parti socialiste, cela a été hier au tour du secrétaire d'État au budget, Christian Eckert, de monter au créneau : « si l'une des demandes de M. Tsipras est de pouvoir travailler sur un rééchelonnement de la dette grecque, ce n'est pas une question considérée comme bloquante pour la France ». En effet, un tel rééchelonnement n'impliquerait pas de constater des pertes pour les créanciers.

Le secrétaire d'État donne les raisons de la souplesse qu'il préconise : « l'un des plus gros risques pour notre pays, c'est que les observateurs, et surtout les investisseurs internationaux, ne regardent plus l'Europe de la même façon, ne considèrent plus la zone euro comme une zone stable, parce que celle-ci aurait été incapable de régler le problème d'un pays qui représente à peine 2 % de son PIB ». Mais il tait une question plus déterminante : celle du désaccord à propos de la trajectoire que doit emprunter l'Europe et de la politique qui doit y être suivie. Sa stratégie d'influence destinée à l'assouplir n'ayant rien donné, François Hollande est conduit à se dissocier de la politique du gouvernement allemand, et de se servir du cas de la Grèce à cet usage, condamné sans cela à devoir entériner les futures initiatives de la chancellerie en faveur du resserrement de la zone euro sur son *noyau dur* dont l'Allemagne serait le seul moteur.

« Pour sauver leur système bancaire, les dirigeants européens ont enclenché le processus de destruction de la zone euro ». Voilà le raccourci que retiendront probablement les historiens, si rien n'intervient de décisif pour le bloquer. Ils rappelleront aussi la phrase prémonitoire d'Angela Merkel, en soulignant qu'elle n'en a pas tiré les conséquences : « si l'euro échoue, l'Europe échoue ».

Quoiqu'ils en disent afin de tenter de se disculper et de masquer leur déni, les plus hautes autorités européennes, qui depuis le début n'ont pas joué franc jeu, n'éluderont pas leur immense responsabilité collective. Elles se sont enfermées dans des négociations qui n'avaient pour but que de conduire le gouvernement grec à la capitulation, afin de tuer dans l'œuf toute contestation politique, et de repousser au plus tard possible le moment fatidique où il faudra reconnaître que la dette grecque doit être massivement restructurée, car cela vaudra reconnaissance de leur responsabilité.

Leur gestion des affaires européennes est en tout point toute aussi calamiteuse. Que ce soit à propos de l'Ukraine et de l'expansionnisme militaire de Vladimir Poutine, ou des émigrés qui affluent en fuyant la guerre dans leurs pays. Animées par un modeste sursaut, sans doute conscients que cela ne peut pas durer ainsi, les cinq plus hautes autorités de l'Europe se sont réunies pour signer un texte destiné à identifier les mesures propres à améliorer la *gouvernance* de l'Europe. Excusez du peu. Mais leur vision étriquée n'est pas plus à la hauteur des problèmes qu'ils cherchent à résoudre. Ce dernier document est d'ailleurs déjà oublié à peine publié.

Il a été doctement expliqué que la zone euro souffrait d'un vice de construction, sans trouver de réponse convaincante à la manière d'y remédier. Et que la *gouvernance* de l'Europe devait être renforcé, en y apportant une solution institutionnelle bien dans la tradition communautaire. Des traités absurdes ont été signés et de modestes mesures sont envisagées, mais c'est tout l'édifice qu'il faudrait revoir pour que la relance d'une Europe – qui traîne une croissance anémique, un chômage massif, un accroissement des inégalités et une pression déflationniste qui n'a pas disparu – reparte sur de nouvelles bases. Précisément celles dont s'inspire Syriza et qui sont donc inacceptables.

Leur Europe suscitant un rejet, les plus hautes autorités n'ont pas assez de morgue et de mots durs pour vilipender « les populistes », qui parfois

s'égarent sur des chemins de traverse, mais qui leur font craindre une révision des traités européens qui nécessiterait des élections. Le retour du souverainisme est d'ailleurs leur meilleur allié. N'étant pas partis pour reprendre la main et de plus en ouvertement divisés, les dirigeants européens ont poursuivi ces derniers temps une stratégie du fait accompli en conduisant des négociations décisives en secret. Cela a été le cas pour le traité transatlantique (TAFTA), pour le dispositif sur le secret des affaires, ainsi que pour l'accord sur les services (TISA), dont Wikileaks continue de dévoiler les étapes de sa négociation. Avec ces projets, ils dessinent un nouveau monde dont la NSA et ses homologues occidentaux, avec lesquels la collaboration bat son plein, ont largement entamé la construction.

En pratiquant la diplomatie ouverte, en respectant leur mandat et le vote des électeurs à venir, l'équipe de Syriza donne aux dirigeants politiques européens une leçon qu'ils ne peuvent accepter, comme le fait Podemos sur un autre terrain.

« Attenzion... grosseau kanikule »

Charles Sannat 2 juillet 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

J'aurais pu vous parler encore de la graisse (et la mauvaise graisse fait rarement défaut) mais je me retire des affaires depuis que vous avez été des centaines à me faire (fort gentiment d'ailleurs) remarquer que Piketty n'était pas prix Nobel mais Jean Tirole oui...

J'en déduis que mes neurones ont définitivement grillé, et face à ce déshonneur majeur, je m'applique à moi-même le plan « antikanikule » de Mamamouchi 1er !

La photo d'illustration de cet article est donc mon pied dans une tong, du plus bel effet auprès de mes « kamarades » collègues travailleurs par plus de 39°. Enfin, moi avant, je mettais des tongs mais ma femme ne trouvait cela ni jeune ni « classe », alors depuis cette année j'ai droit à ces trucs en cuir qui me serrent les petons et ne me tiennent pas les talons... Je ne sais pas vous, je trouve que ça fait un peu sandales grecques...

Enfin, trêve de salades (grecques aussi), il y en a actuellement un paquet en train de pédaler dans le yaourt (grec évidemment).

Hollande se réveille, enfin il semble, et je vous suggère de ne pas en faire tout un fromage qu'il s'agisse de feta Salakis au bon lait de brebis ou de gouda bien mou... Mais avec la chaleur actuelle, que voulez-vous, le fromage ne peut être que

bien fait.

Comme vous êtes un con, je vous rappelle qu'il faut penser à boire...

C'est important de boire mes chers lecteurs, surtout les plus vieux d'entre vous... Oui je sais, vous allez faire comme mon papa (qui hurle de rire devant autant de conneries débitées à la télé) et me dire, « petit c..., on a survécu à 2 guerres, à l'occupation allemande, à l'absence de ceinture de sécurité dans les bagnoles, à l'absence de climatisation, à l'absence de conseils foireux donnés par les télés, aux pénuries alimentaires, au fait que les antibiotiques non seulement ils n'étaient pas automatiques mais en plus ils n'existaient pas du tout. On a survécu à tout ça et en plus on a élevé des petits marmots dans ton style... » Alors je vous préviens les enfants, le premier qui dit à papa qu'il faut boire un verre d'eau, il risque fort de repartir avec un méchant coup de canne sur le haut du crâne...

D'ailleurs, je peux vous dire que le paternel n'a pas peur mais alors pas du tout peur de la crise...

Faut manger léger...

Surtout quand il fait chaud, il ne faut pas manger trop lourd. Par exemple, moi ce midi, j'ai fait le tour des bureaux pour proposer qu'on aille chez Maître Kanter se faire une bonne choucroute... Ils m'ont tous regardé effaré en me disant... « Meuh, Charles, il fait 39°celcius, on ne peut pas manger une choucroute, on est en plan « kanikule », il faut manger léger... » En gros, si vous mangez trop lourd vous aurez besoin de plus d'eau... Et là vous risquez de sécher... « Attenzione » grosse « kanikule » on vous dit.

Bon, quelques petits conseils aux plus crétins parmi vous...

Ne rigolez pas, on commence vraiment à nous débiter des âneries de ce type... Éventuellement, je force un peu le trait et j'anticipe un poil mais à peine...

1/ Ne pas laisser ses gosses dans la bagnole vitres fermées garée en plein soleil... Heu, franchement, il fait chaud (je vais recevoir une plainte des associations de victime d'infanticide par véhicule ensoleillé).

2/ Ne pas non plus mettre son gosse dans le congélateur sous prétexte de le refroidir un peu... Le refroidissement mal maîtrisé pouvant être définitif (là je devrais recevoir une plainte des parents d'enfants morts congelés... enfin ceux qui sont encore libres).

3/ Pensez à boire avant d'avoir soif, car quand vous avez soif c'est trop tard...

C'est sans doute pour cela que Mère Nature a inventé la sensation de soif trop tardive. D'après ce raisonnement, une fois que vous avez soif il est donc inutile de boire... Je ne sais pas si je dois vous conseiller de boire de la minérale ou de la municipale, car en fonction de ce que je vous dirai, je devrais avoir une plainte du lobby qui se pense lésé dans mon conseil...

4/ Quand il fait soleil, mettez-vous à l'ombre...

5/ Quand il fait chaud dehors, fermez tout pour garder votre air frais dedans. N'oubliez pas que la chaleur monte (c'est ce que vous disent les pompiers quand ça brûle) et les fumées aussi. Donc plus vous creusez profondément et plus vous vous enterrez, plus vous serez au frais.

6/ Habillez-vous léger... C'est vrai ça quand même, évitez donc de porter votre combinaison de ski comme vous souhaitiez le faire ce matin pour prendre le métro.

7/ Pour être sûr que vous soyez bien au frais, la RAPT ne climatise pas ses métros... Je vous conseille d'aller bosser à l'heure de pointe afin de profiter de la chaleur de la foule. Chaque individu dégage environ 100 watt de chaleur... Ce qui fait du 1 000 watts pour 10 gusses soit l'équivalent d'un radiateur. Comme chaque rame non climatisée transporte 2 000 gusses compressés, je vous laisse faire le calcul de la température. Vous remarquerez donc que la RATP ne communique jamais en cas de forte chaleur... Sans blague ! (Cela va me valoir une plainte de la RATP qui, comme chacun le sait, tant qu'on y est, signifie « rentre avec tes pieds ».)

8/ Si vous prenez une douche glacée votre corps va vouloir se réchauffer... Du coup, on vous conseille la douche chaude... Bon, faites comme vous avez envie, je me fous de la température de votre douche de ce soir... (Là je vais avoir une plainte de l'ordre des médecins pour exercice illégal de la médecine...)

Il y a un avantage à la grosse « kanikule »... nebougezplus.fr !

C'est le seul moment de l'année où les non-sportifs comme moi en IMC négatif et surpoids chronique ont le droit de faire du gras sans être culpabilisés. On nous dit même surtout, surtout, ne faites pas de sport... il fait trop chaud... Et là, je compte bien suivre le conseil de notre gouvernement qui ferait mieux de s'occuper de sa Grèce plutôt que de ma graisse (voyez, je retombe toujours sur mes pattes).

Ricard, détente, glandouille et bonne humeur...

J'ai donc adapté depuis quelques jours mon PEBC (le plan épargne boîte de

conserves) au plan grosse « kanikule » de Mamamouchi... et j'ai fait rentrer deux bouteilles de Ricard pour l'apéro, quelques cartons de rosé du Sud et pour me désaltérer, quelques bonnes tomates bio bien fraîches avec un peu de feta « Salakisse » pour soutenir le commerce extérieur et les exportations grecques, sans compter l'huile d'olive et les olives assaisonnées.

Je vais préparer à toute la petite famille un bon petit casse-croûte que nous irons dîner sous un arbre, histoire de fuir la touffeur des appartements non-climatisés et nous devrions survivre.

Mais si vous vous sentez dépassé par la grosse « kanikule », n'oubliez pas non plus de faire gaffe à la grosse Bertha... (Oui celle du côté de Berlin, ce qui devrait me valoir une plainte de l'ambassade d'Allemagne), sachez que le gouvernement pense à vous (avec votre pognon) et qu'en cas de questions, la plate-forme téléphonique Canicule Info service 0 800 06 66 66 est ouverte de 9h à 19h... (Vous pouvez aussi enregistrer vos conversations et me faire passer les fichiers audio... Promis, je les partagerai sur le site.)

Il est déjà trop tard, préparez-vous. Et PENSEZ À BOIRE, il fait chaud hahahahahahahaha !!

[Même en Grèce l'électricité fonctionne... alors que la canicule provoque une gigantesque panne d'électricité dans l'Ouest de la France](#)

La panne électrique que notre pays vient de connaître est le fruit de l'incurie française et d'EDF. Je ne parle pas de nos gars qui grimpent en haut des poteaux qu'il vente ou qu'il neige, je pense aux dirigeants de ces entreprises qui oublient la mission de service public. Qui oublie d'approvisionner les camionnettes vétustes et non entretenues de nos électriciens d'en bas.

Désormais, quand il fait frais puis chaud, « des appareils de mesure de la puissance dans les lignes électriques et du niveau de tension sont montés en pression et ont perdu de l'huile, causant dans quelques postes des débuts d'incendies, très rapidement maîtrisés par les pompiers, a précisé à l'AFP Didier Bény, délégué Ouest de RTE ».

Je ne peux pas entendre ce genre d'argument en 2015 dans notre pays. Il n'y a aucune excuse qui ne saurait masquer l'incurie généralisée de nos pseudo-élites.

Je vous laisse imaginer la façon dont serait gérée une catastrophe nucléaire dans notre pays...

Charles SANNAT

États-Unis : une agence de crédit aux exportations interrompt ses activités

Évidemment, ce n'est pas la même gravité que de voir l'État fédéral US en cessation de paiement faute d'accord. Pourtant, cette information montre encore à quel point l'opposition entre les forces politiques aux États-Unis est forte et parfois dramatique pour la stabilité économique du pays et donc du monde.

Charles SANNAT

Près de 195 actes d'un montant de plus de 9 milliards de dollars sont reportés, et dans la liste des entreprises touchées figurent de grandes sociétés comme Boeing ou General Electric.

L'agence de crédit aux exportations américaine EXIM Bank (Banque d'import export des États-Unis) a suspendu ses activités le 1er juillet suite à l'échéance de son contrat de licence en juin, et que le Congrès des États-Unis n'a pas prolongé, rapporte l'agence [Reuters](#).

D'après le site Internet de l'agence, plus de 195 actes de plus de 9 milliards de dollars attendaient l'approbation de l'agence, mais ils ont été finalement reportés pour une durée indéterminée.

Parmi les sociétés qui pâtiront de l'arrêt des activités de l'EXIM Bank, figurent entre autres des géants comme Boeing, General Electric et Westinghouse Electric, ainsi que des petites entreprises d'exportations locales.

Pour le moment, les parlementaires américains sont en congés pendant 11 jours dans le cadre du Jour de l'Indépendance des États-Unis, célébré le 4 juillet. Toutefois, plusieurs démocrates, des républicains ainsi que des sociétés exportatrices comptent beaucoup sur le fait que la seconde quinzaine de juillet, quand le projet de loi de financement des transports sera examiné, la prorogation de la licence sera incluse dans ce document.

Le président américain Barack Obama a déclaré qu'il s'engagerait personnellement pour la reprise des activités d'EXIM Bank.

Lire la suite : <http://fr.sputniknews.com/economie/20150701/1016803861.html#ixzz3eexIVHtB>

L'Ukraine peut, à court terme, se priver du gaz russe, pas sans impact pour l'Europe

Cette dépêche de l'AFP nous apprend que la Russie a finalement coupé le gaz à l'Ukraine, en été, à un moment où évidemment les besoins de l'Ukraine ne sont pas aussi cruciaux que l'hiver, ce qui est une manière de graduer la réponse de la

part des Russes et de laisser le temps à l'Ukraine de trouver un nouvel accord avant que les conséquences ne soient dramatiques.

Je ne peux néanmoins ne pas faire le rapprochement entre les négociations en Grèce, le nouveau gazoduc qui passera en Grèce et cette coupure du gaz à l'Ukraine.

Non, Tsipras n'est pas isolé.

Charles SANNAT

« Paris – Si l'arrêt des livraisons de gaz russe à l'Ukraine ne devrait pas mettre en danger l'approvisionnement de l'Europe, il contraint Kiev à trouver d'autres sources de fourniture de gaz, avec le risque de créer des tensions sur le marché européen.

Dès l'annonce mercredi matin par Gazprom de l'arrêt de ses livraisons à Kiev, la Commission européenne s'est empressée de rassurer : les approvisionnements de l'Europe ne seront pas en danger l'hiver prochain, a déclaré le Commissaire européen chargé de l'Énergie Maros Sefkovic.

Tant qu'il n'y a pas de rupture du transit à travers l'Ukraine, il n'y a pas de risque sur l'approvisionnement européen, estime également Geoffroy [Hureau, secrétaire général du Cedigaz, le Centre d'information international sur le gaz naturel](#) ».

[Source AFP via le site Romandie ici](#)

Le Monde occidental en mode Panique...

Patrick Reymond 1 juillet 2015

Le mode "Panique on", semble agiter le monde occidental. "Brzezinski milite en faveur d'une livraison d'armes " en Ukraine nous dit on, et il faut assurer à la Russie que l'Ukraine ne rejoindra pas et jamais l'OTAN.

Venant de la part de Brzezinski, [c'est une nette inflexion](#), prouvant la dislocation de l'empire et le passage en position défensive, et m'amène aux réflexions suivantes :

- fournir des armes aux ukrainiens, dans le contexte actuel, c'est de la confiture aux cochons. Les dits ukrainiens les vendront, ne sauront pas s'en servir, et leurs capacités et qualités sont en chute libre. On ne peut pas gaver un complexe militaro-industriel, et faire quelque chose d'efficace.
- il faudrait que le Kremlin et Poutine commandent aux Novorusses pour arriver à un accord, on voit mal, après le sang versé, les novorusses transiger. Le kremlin ne veut, ni ne peut, couper le cordon, même si le soutien se fait de manière très

mesurée. L'Ukraine est devenu le Viet Nam européen des américains, l'intention est visiblement, là aussi, d'épuiser son adversaire.

- On reprend ici une méthode qui n'a fonctionné nulle part. Les livraisons d'armes américaines au Viet Nam, y compris pendant leur période d'intervention, alimentaient à hauteur de 15 % les rebelles. Autant dire, que cette source d'approvisionnement dépassait largement la si bombardée piste Ho-chi-minh. A croire que le Nord Viet Nam ne l'utilisait que pour leur faire gaspiller les munitions. Chaque semaine, une dizaine de camions partait pour le sud, un seul y arrivait en général. Mais ce camion était suffisant pour entretenir la guerre pendant une semaine. Pour ce qui est des vols dans les ports, c'était largement dix fois ce montant. Le viet cong pratiquant aussi le kidnapping, et la rançon était versée en matériel ou en dollars, qui permettaient d'acheter le matériel.

La solde des soldats américains, trop importante, était gaspillée sur place, largement en prostituées, alimentant, là aussi, un corruption dantesque, où l'ennemi communiste poussait comme sur du fumier. La proposition du gouvernement sud vietnamien de ne laisser disposer aux soldats que de 30 \$ par semaine, fut écartée d'un revers de main.

1968 et l'offensive du Têt, par contre, furent une rupture. Les massacres commis par les Viet Cong éloignât durablement la population, et pour la première fois, le sud Viet Nam devint une entité viable, avec une armée qui combattait, et certaines années, il n'y eût même pas besoin de conscription...

Mais, là, il faut le reconnaître, il n'y avait aucune responsabilité américaine au fait, et en 1975, l'armée nord vietnamienne (qui avait remplacé le viet cong, quasi disparu) ne commis pas les mêmes erreurs.

En Syrie, l'offensive qui devait emportait Deraa, et plus loin, pour ne pas l'avouer, Damas, a tourné cours devant la réplique de l'armée syrienne; Il s'agissait là d'une guerre classique, et visiblement l'armée syrienne n'a pas perdu la main, et a taillé en pièces "l'armée des 12 singes". Face à une armée formatée à ma soviétique, une attaque classique de type occidentale, même avec 250 chars et [des milliers de véhicules](#), n'a eu aucune efficacité et s'est révélée d'une brieveté surprenante.

Ce qui pose le plus de problème en Syrie à l'armée et au gouvernement, c'est visiblement la technique d'infiltration. Là aussi, les gouvernements hostiles au régime syrien ont confondu dérouté des forces gouvernementales et "bataille du plateau de Guise", en 1914. Le recul et le regroupement d'une armée n'indique nullement qu'elle est battue. De plus, il est clair, aussi, que les massacres commis par l'état islamique, partout où il avance, n'incite guère à autre chose qu'au combat.

Pour la Grèce, [dernier tableau du triptyque](#), il est clair aussi que le bras de fer est politique. Il est, comme je l'ai indiqué, d'écraser la révolte populaire incarnée par l'arrivée au pouvoir de Syriza. Pendant ce temps, 20 000 débiles mentaux (il faut bien appeler comme ça les partisans de l'Union Européenne), manifestent à Athènes, pour le "oui".

Le profil des interviewés est d'ailleurs éloquent : employé de banque d'investissements, salariée d'un cabinet d'avocats, bijoutière. C'est pas mal, comme profil, dans un pays où le chômage officiel est de 27 % (60 % pour les jeunes). Lutte des classes, quand tu nous tiens.

D'ailleurs, un des participants est visiblement là, dans le cadre d'une des "révolutions de couleurs". On peut noter l'évolution, d'ailleurs. Quand Papandréaou a parlé de référendum, il a été débarqué par une révolution de palais. Là, on passe au cran supérieur. En attendant, pour le prochain, le bain de sang ?

Moi, ce que je conseille à tout gouvernement de rupture arrivant en Europe, c'est de faire comme Hugo Chavez : une levée en masse d'une milice armée de 2 millions d'hommes.

Devant l'échec complet et les résultats totalement désastreux de la construction européenne, seuls des demeurés mentaux peuvent en être partisans. Ou alors, à l'heure de la communication reine, il faut vivre dans une grotte ou être totalement autiste, ou d'une paresse intellectuelle totale. Les belles gueules qui manifestent à Athènes pour l'UE, auraient bien mérité, justement, d'en prendre, à leur tour, plein la gueule.

Dernier point à signaler. On a cru noter une coordination entre les attentats de Koweït, Tunisie et Lyon. Là aussi, c'est une vue de crétin. Tous les jours, il y a, dans le monde, des attentats multiples. De plus, on a oublié dans le lot, les 200 massacrés au nord de la Syrie. Ils puent ???

Si l'on décompte les attentats dans le monde, 3 par jour, c'est pas beaucoup. On en a parlé parce que des occidentaux ont été touchés ? Mais pour les autres, la considération est beaucoup moindre...

[Comprendre les risques grandissant du shadow banking !](#)

[Qui perd gagne et The Economic collapse Posted on 1 juillet 2015](#)



<https://youtu.be/4tJWcoIC56U> (Français, 10 minutes)

The Economic Collapse

Gardez un œil sur le shadow banking (système bancaire de l'ombre)... il est sur le point d'être sérieusement secoué!

Selon le Conseil de stabilité financière ([Financial Stability Board](#)) , **la taille du système bancaire de l'ombre mondiale a atteint le chiffre astronomique de 75 trillion dollars !**

- Il a environ triplé de taille depuis 2002.
- Aux États-Unis seulement, la taille du shadow banking (système bancaire de l'ombre) est d' environ [24 trillion dollars](#)
- À ce stade, les actifs bancaires du shadow banking (système bancaire de l'ombre) aux États-Unis sont encore plus grands que ceux des banques classiques.

Ces banques de l'ombre sont en grande partie non réglementé, mais les gouvernements du monde entier ont été extrêmement réticent à sévir contre eux parce que ces prêteurs non bancaires ont contribué à alimenter la croissance économique.

Il n'y aura pas de Grexit !

juillet 2, 2015/ [Articles des éconoclastes](#) /par [Liliane Held-Khawam](#)

Les banquiers centraux ont activement créé ces 3 dernières décennies des firmes transnationales. TOUS les investissements actuels d'envergure et intérêts de la haute finance internationale sont centrés sur ces Firmes-Etats.

Ces Firmes-Etats qui trustent les pole positions sont celles qui investissent dans le transhumanisme ou le posthumanisme. Ignorer ceci dans toute analyse d'économie publique ou géostratégique revient à se priver d'une base de réflexion fondamentale.

Ces Firmes-États ont d'ores et déjà le pouvoir mondial sur le plan économique et financier. Mais si elles veulent finaliser la création d'un Espace- Etat transnational qu'elles gouvernent, elles doivent se débarrasser définitivement de tout ce qui de près ou de loin ressemble à un bien ou service public.

Mais le mot public inclut les prétentions du peuple. Or, ces Firmes-Etats n'ont certainement aucune intention de partager le pouvoir avec le peuple. Rappelons que les dirigeants transnationaux sont ceux-là même qui ont siphonné les compétences des uns pour les délocaliser ailleurs, jouant sur tous les tableaux pour se constituer un réservoir de l'emploi le plus vaste possible pour diminuer les prétentions salariales jusqu'à arriver à des appellations inenvisageables encore récemment : les salaires à bas coûts !

Le projet de création d'un Etat transnational est avancé. Des chercheurs américains traitent du sujet depuis au moins une quinzaine d'années. Des organismes non gouvernementaux émettent depuis plusieurs années des directives qui sont reprises automatiquement par les Etats nationaux.

Si vous voulez vous faire une opinion de la gouvernance qui pourrait se mettre en place vis-à-vis des peuples, observez tout simplement le fonctionnement interne d'une de ces grandes firmes et vous aurez la réponse.

L'Union européenne est le terrain de suprématie des lobbies des firmes transnationales. Tout y est fait pour leur plaire. D'ailleurs, le président de la Commission actuelle est le chantre de l'optimisation fiscale de ces firmes transnationales. Le chef de la BCE est un des anciens top-managers d'une des banques d'investissements, relais entre les firmes transnationales et les marchés financiers.

L'Union européenne est une pièce de la construction du futur Etat transnational. Elle en est même une pièce centrale. Aucun trou ne peut être toléré dans l'image globale de sa carte. Elle pourra d'autant moins tolérer la sortie de la Grèce de son échiquier que les peuples ont compris que leur avenir est mis en danger par une « élite » que certains académiciens appellent classe capitaliste transnationale...

Par conséquent, la Grèce NE PEUT TOUT SIMPLEMENT PAS QUITTER LA ZONE EURO OU L'UE. C'est simplement IMPOSSIBLE. Cela enverrait un message néfaste pour l'empire en construction.

C'est avec cette arrière-pensée qu'il faut évaluer les enjeux de la tragédie grecque. Analyser la Grèce sur la base exclusive des finances est une erreur fondamentale. La crise grecque n'est rien d'autre qu'une guerre lancée contre ce qu'il reste de souveraineté à cet Etat.

L'austérité exigée par les créanciers de la Grèce est de loin plus importante que la dette elle-même. Faire reconnaître la supériorité des exigences des firmes transnationales revient à renier la démocratie et les besoins humains du peuple. Il s'agit ni plus ni moins d'une exigence de reddition.

Regardez où en était le peuple grec en Mars 2014 ([source](#)):

« ✓ 34,6% de la population vit dans la pauvreté ou dans l'exclusion sociale, ou est susceptible d'y glisser (chiffres 2012).

✓ Depuis le début de la crise, le revenu disponible des ménages a chuté de 30%.

✓ 34,8% des ménages grecs ont des arriérés à l'égard de l'Etat, des banques, de la sécurité sociale ou d'autres services publics.

✓ Plus de 40% pensent qu'il ne seront pas en mesure de remplir leurs obligations financières cette année.

✓ Le Service public de fourniture d'électricité coupe l'approvisionnement électrique de près de 30.000 familles et entreprises chaque mois en raison de factures impayées.

✓ Depuis le début de la crise, le chômage a augmenté de 160%. Près de 3,5 millions d'employés travaillent pour soutenir 4,7 millions de chômeurs et d'inactifs.

✓ Les chômeurs reçoivent une indemnité de chômage de 360 euros pendant les 12 premiers mois de leur chômage. En conséquence, seulement 15% des 1,4 millions de chômeurs reçoivent des prestations. Les travailleurs indépendants (25% du nombre total de personnes actives) n'ont pas droit à ces prestations.

✓ Les transferts sociaux devraient être réduits de 18% cette année. Le budget de la santé a été réduit de 11,1% entre 2009 et 2011. Aucun pays de l'OCDE n'a réalisé une coupe aussi importante sur ce budget.

✓ La pension moyenne de base se monte à moins de 700 euros, et depuis 2010, elle a été réduite d'un quart. Il est prévu que ce montant soit encore réduit de moitié sur les prochaines années.

✓ Pour 48,6% des ménages, la pension est la principale source de revenus.

✓ Selon une étude de l'Université d'Athènes, 12,3% des Grecs souffrent de

dépression clinique. Ils n'étaient que 3,3% en 2008.

✓ *Environ 800 000 personnes vivent sans accès aux soins de santé et dans certaines régions, des organisations humanitaires telles que Médecins du Monde ont dû se substituer au système de santé national pour fournir des soins et des médicaments aux personnes les plus vulnérables.*

✓ *La réduction du nombre de seringues et de condoms disponibles pour les toxicomanes a provoqué une forte hausse des cas d'infection au VIH, les faisant passer de 15 en 2009 à 484 en 2012.*

✓ *Les chercheurs notent également une augmentation de 21% du nombre d'enfants mort-nés, qu'ils ont attribuée aux restrictions d'accès aux soins prénatals.*

✓ *La mortalité infantile a augmenté de 43% entre 2008 et 2010.*

✓ *Enfin, le taux de suicide est également en hausse, et alors qu'on en avait compté 400 en 2008, on a dénombré 500 cas de suicides en 2011. »*

Mais ça ne suffit pas. Il faut les écraser encore plus.

A l'heure où l'argent n'a plus aucune valeur et que les firmes transnationales sont payées avec l'argent des déposants et des retraites via des intérêts négatifs injustes et injustifiés, le prétexte de la dette ne tient pas. La réalité est que le peuple grec doit être mis à terre pour servir d'exemple aux autres peuples qui observent. C'est un MUST.

Quels que soient la nature financière ou militaire des crises actuelles et les lieux où celles-ci se déroulent, l'arrière-plan est économique, financier et commercial. Même dans le cas de la Grèce, il y en a qui s'en sont mis plein les poches.

Certains bien inspirés et sûrement pas initiés ont gagné jusqu'à 42% de rendement sur les dettes publique grecques. Lorsque les banques nationales (FED, BCE, BNS, Banque du Canada, Japon) ont déclaré en septembre 2011 qu'elles rachetaient à tout établissement financier tout titre en échange de cash, les banques centrales ont payé le prix fort !!!

Greece 10-Year Bond Yield Interactive Chart



Maintenant regardez l'attractivité de la Grèce avec des salaires certainement des plus compétitifs et un pouvoir d'achat en chute libre.... Les investissements venant de l'étranger ont été multipliés presque par 8 entre 2010 et 2013 !!!

FDI AND EXTERNAL FINANCIAL RESOURCES

Financial flows

(millions of US\$ unless otherwise specified)

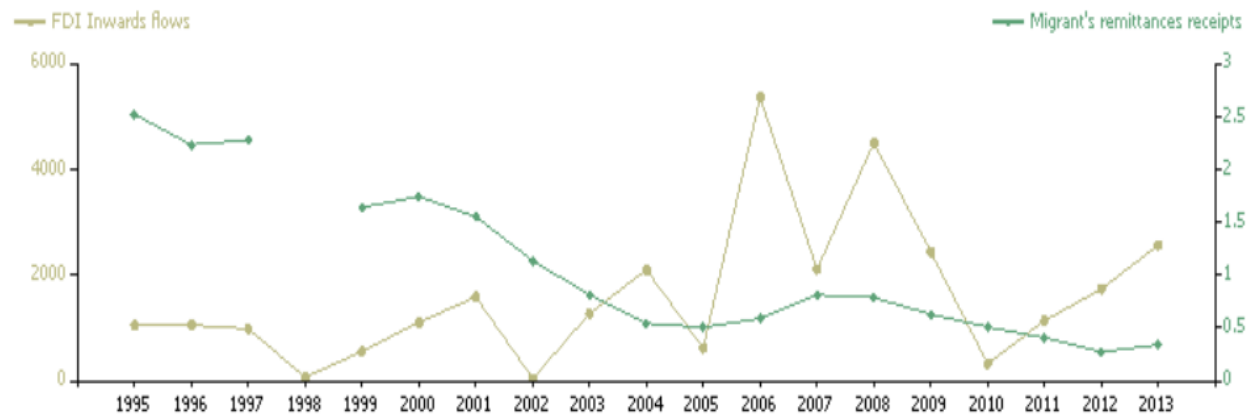
	2005	2010	2013
Foreign Direct Investment flows, inward	623.29	330.07	2 566.52
Foreign Direct Investment flows, outward	1 467.82	1 557.78	-626.69
Migrant's remittances, % of GDP	0.51	0.51	0.34

-0.3 %

FDI outflows as % of GDP
in 2013

Financial flows trends

(millions of US\$)



La dette grecque est une juteuse affaire pour qui est protégé des risques par une loi du genre « too big to fail » qui garantit indéfiniment les risques pris par les grandes banques sans aucune contrainte grâce à l'argent des citoyens.

Rappelons tout de même que c'est aussi ce sauvetage des grandes banques « too big to fail » qui a justifié les programmes pharaoniques des banquiers centraux et chargé le fardeau des dettes publiques...

Mutualiser les pertes et les risques mais privatiser les gains inimaginables car inconnus puisque hors des bilans des banques (finance de l'ombre) est la valeur fondatrice du nouvel Etat transnational.

Courage...

[Nouvelle génération et économie du partage](#)

juillet 1, 2015/ [Articles des éconoclastes](#) /par [Pierre Sabatier](#)

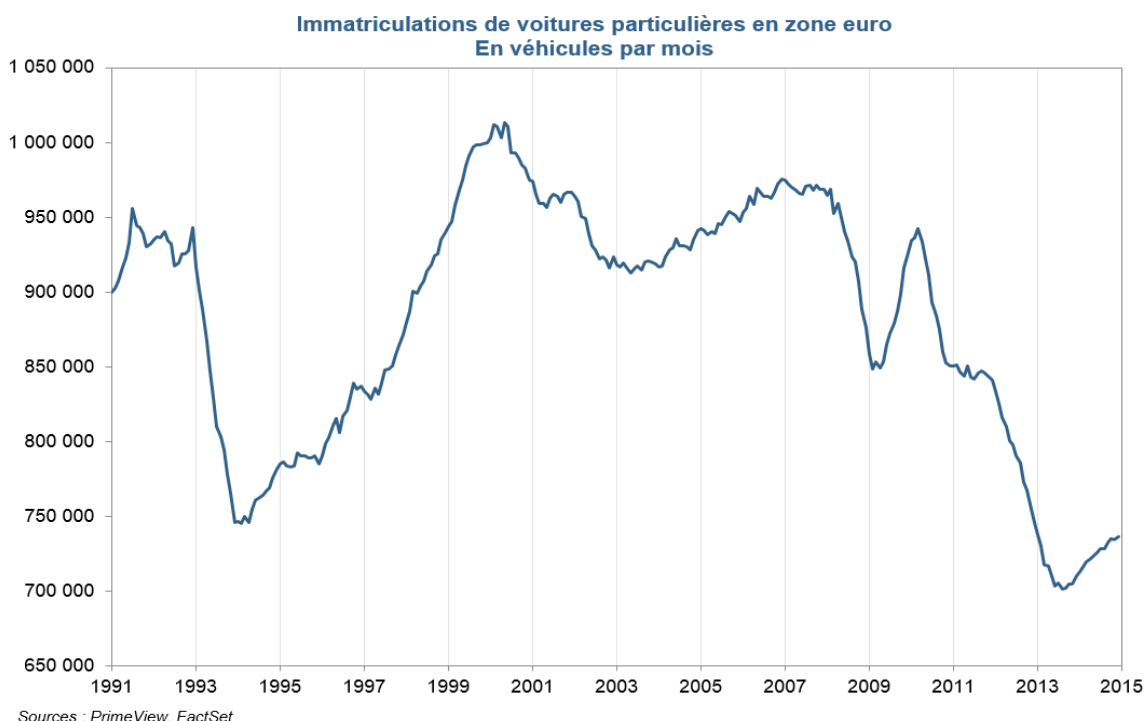
Depuis mai, nous avons pu voir fleurir dans les médias un grand nombre d'articles sur l'économie du partage ([le Figaro](#), [Libération](#), etc.), récemment remis sur le devant de la scène avec les questions relatives au modèle économique d'Uberpop ou encore Airbnb ([Le Monde](#), [La Tribune](#), etc.). Voici [un article que je postais sur le site de PrimeView début mars relatif à ce phénomène de « l'économie du partage »](#).

Comme je l'ai souvent évoqué dans mes publications, le bouleversement en cours de la structure des populations riches va entraîner une transformation profonde de l'ensemble de nos modèles de développement : croissance potentielle, propension à prendre des risques ou encore soutenabilité des modèles sociaux vont être mises à rude épreuve au regard du vieillissement en cours, qui se traduit par l'explosion du taux de dépendance partout dans le monde. Mais un autre aspect de l'évolution démographique risque d'ébranler prochainement les fondations mêmes de nos économies : **l'effacement progressif du besoin de posséder au profit d'une simple valeur d'usage pour les nouvelles générations.**

En effet, en lien avec le besoin supplémentaire d'écoute, de dialogue et de proactivité des « nouveaux jeunes » qui entrent sur le marché du travail, leur relation à la propriété semble être fondamentalement différente de celle des générations précédentes. En effet, loin du plaisir et de la fierté de la génération des baby-boomers de pouvoir acheter leur première voiture après leur mariage, les jeunes générations perçoivent la propriété comme une forme de privation de liberté. Cela est d'autant plus vrai qu'ils doivent s'engager à travers un crédit pour acquérir des biens qui se déprécient rapidement, dans un contexte de stagnation de leurs revenus. **Leurs exigences reviennent à des problématiques d'usage** : ils souhaitent avant tout pouvoir utiliser les biens et services au moment où ils le désirent.

Cette remise en question du comportement d'achat des futurs consommateurs aura des implications majeures sur les business models traditionnels. Pourquoi ? Car en termes économiques, cela se traduit par une **augmentation substantielle du taux d'utilisation des biens** autrefois acquis pour un seul ménage. L'exemple du marché de l'automobile illustre déjà ce phénomène : si la crise a bien sûr porté un coup aux ventes de véhicules en Europe, le développement de l'économie de partage n'est pas étranger aux niveaux qui restent historiquement faibles (cf. graphique). En effet, selon une enquête réalisée en 2012(1), l'adhésion à un service d'autopartage se traduit pour les individus concernés par :

- Une baisse de – 41 % des kilomètres parcourus en voiture chaque année
- Une augmentation de + 40 % de la proportion de ménages qui ne possèdent aucun véhicule
- Une diminution de – 76 % du nombre de personnes utilisant quotidiennement la voiture



Entretenu par un **double phénomène de moindre désir de propriété et de possibilités technologiques nouvelles** rendant plus faciles la mise en relation et la coordination, il ne serait plus étonnant que le développement de l'économie de partage redessine en profondeur les métiers les plus traditionnels de nos économies dans les années à venir.

Par **Pierre Sabatier**, fondateur de [PrimeView](#)

(1) Enquête réalisée par 6T Bureau de recherche en partenariat avec France Autopartage, l'ADEME et PREDIT 4, auprès de 2000 « autopartageurs »

GES, les engagements des différents pays

Biosphère 2 juillet 2015

Si nous voulons rester en-deçà de 2°C de réchauffement, il FAUT que les émissions mondiales de gaz à effet de serre commencent à décroître très fortement avant 2025. En Europe, le marché des quotas d'émissions de CO2 est moribond depuis plusieurs années. Sa réforme pourrait aboutir après 2025. Et pourtant l'Union Européenne fait figure de pionnière en matière de transition énergétique ! il suffit de lister les engagements de réductions des GES (gaz à effet de serre) des différents pays pour s'apercevoir que la préparation de la COP21 n'est qu'une mascarade.

Le **Costa Rica** s'engage à devenir un pays neutre en carbone d'ici à 2021. C'est le seul pays qui montre l'exemple que les autres ne suivront pas. D'ailleurs le Costa

Rica n'a pas d'armée, preuve s'il en est que le bon exemple n'est pas suivi par les autres.

La **Suisse** s'engage sur une baisse de 50 % d'ici à 2025 par rapport à 1990. La Suisse est passé de 6,42 tonnes métriques de CO2 par habitant en 1990 à 5,06 en 2013 soit une diminution de 21 %. L'objectif fixé des 50 % est donc atteignable, mais avec quelques efforts sur peu d'années. Notons cependant qu'une division par deux est insuffisante, il faudrait une division des GES au moins par 4 ou 5 dans les pays riches. Comparons avec le Mali qui est passé de 0,05 tonnes métriques de CO2 par habitant en 1990 à 0,04 en 2013 !

L'**Union européenne** s'engage sur une baisse de 40 % d'ici à 2025 par rapport à 1990. Elle est contente de cette déclaration, c'est bien la seule.

Le **Canada** s'engage sur une baisse de 30 % d'ici à 2030 par rapport à 2005. Notons la perversité de l'annonce, on ne se fixe plus sur 1990 mais sur 2005. La manipulation des chiffres sera la constante du Canada, gros pollueur du climat avec ses sables bitumineux.

Les **Etats-Unis** s'engagent sur une baisse de 26 à 28 % d'ici à 2025 par rapport à 2005. Les plus gros pollueurs resteront toujours les moins disant : 18,82 tonnes métriques de CO2 par habitant en 1990 et encore 16,5 en 2013.

Le **Japon** s'engage sur une baisse de 26 d'ici à 2030 par rapport à 2013. La base de référence, « 2013 », est choisie exprès car les émissions japonaises sont proche du record historique établi en 2007 (1,41 milliard de tonnes équivalent CO2)

La **Chine**, premier émetteur mondial de gaz à effet de serre depuis 2006 – il représente à lui seul 25 % du total mondial – se fixe pour objectif d'« atteindre le pic de ses émissions de CO2 autour de 2030 tout en s'efforçant de l'atteindre au plus tôt ». Pékin entend aussi « baisser l'intensité carbone [émissions de CO2 par unité de produit intérieur brut] de 60 % à 65 % par rapport à 2005 » et « porter la part des énergies non fossiles dans la consommation énergétique primaire à environ 20 % ». Rien sur la priorité de premier rang, réduire ses besoins industriels et donc cesser d'être « l'atelier du monde ».

(LE MONDE du 1 juillet 2017, La Chine dévoile ses ambitions pour la Conférence de Paris sur le climat)

Rappel de quelques données : le G7 (juin 2015) soutient une réduction, d'ici à 2050, des émissions mondiales de gaz à effet de serre « correspondant au haut de la fourchette de la dernière recommandation du GIEC, laquelle se situe entre 40 % et 70 % par rapport à 2010 ».

Les délégations africaines, et celles des pays en développement de manière

générale, demandent une baisse globale des émissions de 40 % à l'horizon 2020. "Fixer comme cap 2050, c'est trop lent et c'est surtout trop tard. »

Levée de l'embargo sur l'Iran : faut-il en avoir peur ?

Par Aymeric de Villaret. Publié le 2 juillet 2015 Contrepoints

Va-t-on vers un afflux de pétrole et de gaz iranien ?

Par Aymeric de Villaret.

Les négociations avec l'Iran pour la conclusion d'un accord nucléaire, initialement prévu pour le 30 juin, sont dans leur phase décisive. De nombreux détails sont encore à régler mais cet accord est probable. S'il est signé, les sanctions internationales ne seront pas levées immédiatement (c'est d'ailleurs une pomme de discorde quant à la rapidité alors que de nombreux responsables iraniens le souhaiteraient). Il n'en demeure pas moins que les marchés regardent d'ores et déjà les conséquences d'une telle levée. Que faut-il en attendre ?

Va-t-on comme certains le craignent vers un afflux de pétrole et de gaz iranien ?



En ce qui concerne les hydrocarbures, l'Iran est un grand producteur, non seulement du pétrole (les deuxièmes réserves mondiales de pétrole conventionnel après l'Arabie Saoudite, juste devant l'Irak) mais aussi du gaz (puisqu'il possède les premières réserves mondiales !).

En revanche l'embargo qu'a subi le pays a été tel qu'aujourd'hui l'Iran produit

moins de pétrole que son voisin irakien. Ce dernier, grâce à l'apport des investissements étrangers, a dépassé l'Iran en 2013. En mai 2015, l'Iran a produit 27 % de brut (de l'ordre de 1 Mb/j)

Quant au gaz, l'Iran consomme quasiment toute sa production.

La route est longue... et incertaine

Force est de constater (et le fait que la date butoir du 30 juin ait été dépassée est là pour le démontrer) que les discussions sont compliquées. La confiance sur les paroles données par l'Iran est si faible que les modalités des inspections sont devenues les clés de l'accord. Nous ne rentrerons pas dans les détails de la manière dont les sanctions seront (si elles le sont) levées, mais il est clair que les investissements nécessaires à l'Iran (200 Mds \$ selon le ministre du pétrole iranien Bijan Namdar Zanganeh) prendront du temps et ne se feront que si la visibilité est là.

Quel potentiel ?

Le retour à la production de 2008 (soit une hausse de 1 Mb/j) passe par de nouveaux contrats (en cours de négociations et plus attractifs que les irakiens). Cela va prendre du temps et il est difficile d'imaginer un retour rapide de ces 1 Mb/j (pas avant 2017).

1 Mb/j représentant 1 an en moyenne de croissance de la demande mondiale, on voit bien la limite de l'impact du retour éventuel de l'Iran, alors que rappelons-le, on doit trouver annuellement (du fait de la déplétion) environ 4 Mb/j pour maintenir la production mondiale au niveau actuel.

Quant au gaz, le marché du GNL (Gaz Naturel Liquéfié) est en surcapacité et donc l'attraction pour des investissements extérieurs paraît limitée.

C'est pourquoi, en l'état actuel des choses, nous pensons que le retour de l'Iran sur les marchés pétroliers ne devrait avoir qu'un impact très limité.

Voir détails de cette étude [avec le lien suivant](#).

Standard & Poor's La voix de son Maître !

Bruno Bertez 2 juillet 2015

Vous trouverez ci dessous une dépêche significative de l'asymétrie du système des agences de notation, lesquelles nous vous le rappelons n'ont rien vu venir dans le passé et ont gobé toutes les vilénies montées par Goldman Sachs en leur temps.

Nous ne prétendons pas deviner ce qui va se passer pour la Grèce, qui peut

savoir? Ce sera un combat. Un combat surement car la Grèce est profondément divisée, la société est brisée. Non pas entre la gauche et la droite, mais entre les européistes et les autres, entre les jeunes et les vieux, entre les Iles et le Centre etc. il n'y a plus de légitimité politique, il n'y a que des ruines et personne n'a la confiance pour les reconstruire. Par ailleurs à côté de l'équation économique, et politique il y a l'équation géopolitique, laquelle est très évolutive.

Une sortie de la Grèce de la zone euro serait catastrophique pour la Grèce. Selon Standard&Poor's, le PIB hellénique chuterait de 20% sous son niveau nominal dans les quatre ans à venir. De plus, sans le soutien de l'Eurosystème, que l'agence estime à 70% du PIB grec, les banques et le système de paiement seraient incapables de fonctionner et seraient donc fermés. Une nouvelle monnaie grecque dépréciée face à l'euro provoquerait également un gonflement de la valeur de la dette privée et publique libellée en euro, ce qui ne ferait qu'aggraver la situation...

En revanche, le reste de la zone euro serait relativement épargné par un Grexit, selon l'agence de notation. S&P note néanmoins qu'une telle situation pourrait provoquer des tensions sur les marchés de capitaux et faire monter les taux obligataires, en particulier pour les pays périphériques les plus vulnérables fiscalement.

Philippe Béchade : Marchés financiers : " Du risque, du risque, du risque ! " BusinessBourse Le 02 juil 2015

Le Mercredi 1er juillet 2015, les impacts des publications d'entreprise à venir sur l'évolution des marchés financiers ont été le thème abordé par Philippe Béchade dans Intégrale Placements, avec Guillaume Sommerer et Cédric Decoeur sur BFM Business.



<https://youtu.be/Me43wAqI4DY> (Français, 2 minutes)

Encore une minute, monsieur le bourreau !

Jean-Marc Vittori / Editorialiste | Le 02/07 / 2015 LesEchos.fr

Un physicien parlerait sans doute de mouvements browniens, un psychiatre de troubles de l'humeur, un écrivain d'un beau diable se démenant. Aléxis Tsípras est de plus en plus difficile à suivre. Face à l'opinion grecque, face à ses partenaires étrangers, le Premier ministre grec ne cesse de changer de pied. Il promet puis retire, concède puis bloque, lâche puis reprend. En annonçant un référendum sur des propositions fugaces, il joue la rupture. Puis, il tente de renouer le dialogue en envoyant une lettre de réconciliation aux institutions avec lesquelles il négocie. Mais le dénouement se rapproche. Sa lettre en témoigne. Il accepte aujourd'hui tout ce qu'il dénonçait hier. Mais encore une minute, monsieur le bourreau ! La retraite à 67 ans ? En 2022, pas maintenant. La suppression du minimum vieillesse par étapes d'ici à 2019 ? Oui, à condition de ne pas commencer tout de suite. La réduction des dépenses militaires de 400 millions d'euros ? En 2017, pas cette année. Toutes ces revendications ont naturellement leur justification. Il faut du temps pour changer le temps humain. Mais il est tard, sans doute trop tard pour ajouter des délais aux délais. Depuis cinq ans maintenant, les gouvernements grecs de droite et de gauche promettent des changements qu'ils sont incapables de mettre en oeuvre. Des changements qui peuvent paraître injustes, mais aussi des changements indispensables, comme la lutte contre la fraude fiscale, qui reste un sport national en Grèce. Le temps de la négociation s'épuise. Celui de l'action aussi. En déclenchant le référendum, en n'honorant pas une échéance de remboursement au FMI, Tsípras a enclenché une mécanique incontrôlable.

Encore une minute, monsieur le bourreau ! Il n'est guère étonnant qu'Athènes trouve ici le soutien de Paris. Car, en France aussi, les gouvernements de droite et de gauche n'ont cessé d'adresser exactement la même supplique à Bruxelles et à leurs partenaires européens. Encore une minute, une année, une décennie, avant de libérer des marchés enserrés dans des corsets dignes de l'Ancien Régime, avant de simplifier des règles du travail devenues tellement complexes que même les syndicats ne parviennent pas à les respecter quand ils sont employeurs ! Encore une éternité, monsieur le bourreau, avant de faire de vrais choix dans le millefeuille territorial le moins appétissant d'Europe, dans les dépenses sociales les plus élevées au monde ! Gagner du temps en jouant la montre fait naturellement partie d'une négociation. Gâcher du temps pour continuer à ne rien faire relève évidemment d'une stratégie d'échec.

Ils n'ont plus de limite !

par **Robert GIL (son site)** jeudi 2 juillet 2015 Agoravox

La crise n'est qu'un prétexte pour justifier de nouvelles privatisations et disloquer nos droits. Quoi que l'on nous dise dans notre pays le travail ne paye pas, seule la rente rapporte ! L'argent public a été généreusement distribué sans aucune contre partie, et une partie a servi à alimenter les comptes en banques ou les rémunérations des actionnaires. Ils n'ont plus aucune retenue, ils se servent dans la caisse que nous alimentons avec nos impôts et notre travail, ils sont sûrs de nous avoir domestiqué, sûrs que nous ne nous révolterons pas, c'est pour cela qu'ils n'ont plus de limite :

⇒ **200 milliards d'euros** : c'est le montant de la richesse créée par le travail, détournée chaque année des salaires vers les profits, depuis 30 ans.

⇒ **330 milliards d'euros** : c'est le montant des richesses cumulées par les 500 plus grosses fortunes de France en 2013, en progression de 25 % par rapport à l'année 2012.

⇒ **41 milliards d'euros** : c'est le montant des dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2012, en augmentation de 5 % par rapport à 2011.

⇒ **200 milliards d'euros** : c'est le montant cumulé des aides publiques, déversées chaque année aux entreprises, sans contrôle ni contrepartie.

⇒ **45 milliards d'euros** : c'est le montant des exonérations de cotisations sociales patronales accordées chaque année aux patrons... ajoutez à cela la suppression de la taxe professionnelle il y a quelques années !

⇒ **80 milliards** : c'est le niveau de la fraude et de l'évasion fiscale.

⇒ **10 milliards** : ce sont les ressources en cotisations sociales aux horizons 2020 qui pourraient être atteintes en appliquant l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (pour rappel les salaires des femmes sont inférieurs de 27% à ceux des hommes).

Ce ne sont que quelques exemples de ce véritable scandale ! Savez-vous que la fiscalité pour les entreprises n'a cessé de baisser depuis 1985 ! Une mesure qui n'a jamais endigué le chômage, pas plus que la baisse des dépenses publiques ou le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Ces mesures ne font aucune économie à l'état car l'argent récupéré sera redistribué par des cadeaux fiscaux, subventions ou autres avantages aux plus aisés. Pendant ce temps là, les produits de premières nécessités ne cessent d'augmenter : le carburant, le gaz, l'électricité, la farine, les pâtes, l'huile, le pain, ...etc.

Le patronat nous objecte qu'il n'a pas les moyens, alors que l'on ouvre les livres de comptes des entreprises et que les salariés et la population se mêlent de ce qui ne les regarde pas dans « le droit bourgeois » : tous les mouvements financiers

entre différents établissements et entre les filiales d'un même groupe, que des représentants du personnel siègent dans les conseils d'administration.

Plus des trois quart de la population supporte de plein fouet les effets de la crise, pendant qu'[une petite classe de privilégiés fait bombance](#), donne des réceptions, et étale sa fortune dans les magazines peuples.

Pour ceux qui produisent les richesses, le chômage, les carrières interrompues et les revenus en dessous du SMIC alimentent une retraite de misère. Pour d'autres qui ne produisent rien et encaissent les bénéfices leur soif de pouvoir alimente les guerres, la corruption et la pauvreté.

Nous ne pouvons pas continuer à transférer la richesse de la nation à ceux qui sont au sommet de la pyramide économique – ce que nous avons fait depuis environ trente ans – tout en espérant qu'un jour, peut-être, les avantages de ce transfert se manifesteront sous la forme d'emplois stables et d'une amélioration des conditions de vie de millions des familles qui luttent pour y arriver chaque jour. Cet argent n'atteindra jamais le bas de la pyramide. Nous sommes fous de continuer à y croire.

Les pays émergents sont plus solides qu'on ne le croit

Nouriel Roubini / président de Roubini Global Economics | Le 02/07

La plupart des pays émergents n'ont pas grand-chose à craindre d'une prochaine remontée des taux d'intérêt américains. Leurs politiques budgétaires et monétaires ont pris le bon virage.

de Nouriel Roubini

La perspective de voir la Réserve fédérale américaine commencer à mettre fin à sa politique de taux directeur zéro dans quelques mois a alimenté une inquiétude croissante quant à un possible regain de volatilité sur les [marchés monétaires](#), obligataires et boursiers des économies émergentes.

En effet, une hausse des [taux d'intérêt](#) aux Etats-Unis, probablement suivie par une appréciation de la valeur du dollar, pourrait, on peut le craindre, faire des ravages parmi les gouvernements, les institutions financières, les entreprises et même les ménages des marchés émergents. Etant donné que tous ont emprunté des milliards de dollars au cours des dernières années, ils subiront une augmentation de la valeur réelle en monnaie locale de ces dettes, pendant que la hausse des taux américains fera grimper les taux d'intérêt domestiques des marchés émergents, augmentant ainsi encore plus le coût du [service de la dette](#).

Pour autant, le risque de voir éclore de véritables crises et bouleversements profonds est limité. Il est vraisemblable en effet que la Fed commencera à relever les taux plus tard et plus lentement que lors des cycles précédents, répondant progressivement aux signes qui indiquent que la croissance économique américaine est assez robuste pour soutenir des coûts d'emprunt plus élevés. Cette forte croissance bénéficiera aux marchés émergents qui exportent des biens et services vers les Etats-Unis.

Une autre raison de ne pas céder à la panique est que les banques centrales ont déjà resserré leur politique monétaire de manière significative, avec des taux directeurs désormais à deux chiffres ou proches de ces niveaux dans de nombreuses économies émergentes. Les politiques fiscales et de crédit accommodantes ont été resserrées également, entraînant une réduction importante des déficits courants et budgétaires.

Surtout, la plupart des marchés émergents sont financièrement plus solides aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a une décennie ou deux, quand des fragilités financières ont conduit à des crises de change, bancaires et de la dette souveraine. Une majorité d'entre eux ont désormais adopté un [taux de change](#) flexible, qui les rend moins vulnérables à un effondrement perturbateur d'un taux de change fixe. De nombreux pays détiennent également des réserves suffisantes pour les protéger contre un mouvement spéculatif sur leur devise, la dette du gouvernement ou les dépôts bancaires. De plus, la plupart ont une part relativement plus limitée de leur dette libellée en dollars par rapport à la dette en monnaie locale que ce n'était le cas il y a une décennie, ce qui limitera l'augmentation de la charge de leur dette lorsque leur monnaie se dépréciera. Leurs [systèmes financiers](#) sont généralement aussi en meilleure santé, avec plus de capital et de liquidité que lors des crises bancaires précédentes. Enfin, à quelques exceptions près, la plupart ne souffrent pas de problèmes de solvabilité ; même si les dettes publiques et privées ont augmenté rapidement au cours des dernières années, elles partaient de niveaux relativement bas.

En fait, les graves problèmes financiers de plusieurs pays émergents - en particulier les producteurs de pétrole et de matières premières exposés au ralentissement chinois - sont sans rapport avec ce que fait la Fed. Le Brésil connaît des difficultés qu'il s'est en partie auto-infligées lors de la première administration de la présidente Dilma Rousseff.

Les difficultés de la Russie ne reflètent pas non plus l'impact des politiques de la Fed. Son économie souffre en raison de la chute du prix du pétrole et des sanctions internationales imposées après son invasion de l'Ukraine.

De même, le Venezuela a connu d'importants déficits budgétaires et toléré une inflation élevée même lorsque le prix du pétrole était au-dessus de 100 dollars le baril ; au prix actuel, il pourrait être contraint de faire défaut sur sa dette publique, à moins que la Chine ne décide de renflouer le pays. De la même façon, une partie des contraintes économiques et financières rencontrées par l'Afrique du Sud, l'Argentine et la Turquie sont le résultat de mauvaises politiques et des incertitudes politiques domestiques, et non pas de l'action de la Fed.

En bref, la fin du taux directeur zéro de la Fed causera de sérieux problèmes aux économies de marché émergentes qui ont d'importants besoins d'emprunt interne et externe, d'importants stocks de dette libellée en dollars et des fragilités macroéconomiques et politiques. Le ralentissement économique de la Chine, sonnant la fin du super-cycle des matières premières, créera des vents contraires supplémentaires pour les économies émergentes, dont la plupart n'ont pas mis en oeuvre les réformes structurelles nécessaires pour stimuler leur potentiel de croissance.

Mais, encore une fois, de nombreuses économies émergentes ont des fondamentaux macroéconomiques et structurels solides, ce qui leur procurera une plus grande résilience lorsque la Fed commencera à augmenter ses taux.